



NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 24 - Février, 2011



[Révolution au sud de la Méditerranée](#)

Les révoltes au Moyen- Orient et en Afrique du Nord démontrent la fragilité de la stratégie de soutenir des dictatures comme celles de la Tunisie et de l'Egypte pour maintenir la sécurité en Europe, ont signalé trois réseaux internationaux de la société civile par une lettre à la Haute Représentante Européenne pour les Affaires Etrangères et de Sécurité, Catherine Ashton. Le Réseau Arabe d'Organisations Non Gouvernementales pour le Développement (ANND), Eurostep et Social Watch ont aussi envoyé une déclaration aux participants de la conférence internationale sur la situation de la Méditerranée sud, convoquée par Ashton et effectuée la semaine dernière à Bruxelles.

Lire plus

[ONG demande à Sarkozy actions pour la démocratisation des pays arabes](#)

Coordination SUD, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, demande à Nicolas Sarkozy, Président de la République, de se positionner fortement contre les politiques répressives en cours au Yémen, en Lybie et à Bahreïn, et d'accompagner ces condamnations par des actes forts, et de soutenir les actions des organisations de la société civile des pays arabes et méditerranéens pour accompagner les populations vers l'établissement de régimes démocratique.

Lire plus

[Une pizza du Caire](#)

Ian, patron de pizzeria à Madison, capital de Wisconsin, a eu l'idée d'offrir dans son site internet la possibilité d'acheter depuis n'importe quel pays du monde une pizza à livrer aux manifestants qui depuis plus d'une semaine entourent le Capitole de l'État en opposition aux politiques anti-syndicalistes du gouverneur Scott Walker. Les applaudissements ont explosé quand une pizza payée depuis l'Egypte est arrivée.

Lire plus

[Eviter le retour des émeutes de la faim](#)

Une nouvelle flambée des prix alimentaires se profile à l'horizon. Dans ce contexte, comment éviter de nouvelles émeutes de la faim ? Voici trois mesures à mettre en œuvre : soutenir l'agriculture familiale, réguler le commerce agricole international et enrayer la spéculation sur les denrées alimentaires.

Lire plus

[La Suisse augmente l'aide au développement](#)

Alliance Sud salue la décision du parlement de la Suisse d'augmenter l'aide publique au développement à 0,5% du revenu national brut d'ici 2015. Le travail tenace et de longue haleine des œuvres d'entraide, commencé en 2007 avec le lancement de la pétition « 0,7% - ensemble contre la pauvreté », a porté ses fruits : par la décision contraignante d'aujourd'hui, la Suisse est en bonne voie pour tenir les engagements répétés à plusieurs reprises au niveau international.

Lire plus

[L'UE doit reconsidérer ses prescriptions pour le Moyen - Orient et le Maghreb](#)

ANND, Eurostep et Social Watch ont envoyé une lettre aux assistants à la réunion internationale de haut niveau sur la situation dans les pays du Moyen - Orient et le Maghreb convoquée par la Haute Représentante Européenne pour les Affaires Etrangères et de Sécurité, Catherine Ashton, et tenue le mercredi dernier à Bruxelles.

Ce qui suit fait partie du texte de la lettre, signée par Ziad Abdul Samad (ANND), Simon Stocker (Eurostep) et Roberto Bissio (Social Watch) :

L'initiative de la Haute Représentante Européenne pour les Affaires Etrangères et de Sécurité, Madame Catherine Ashton, de tenir une réunion internationale pour répondre aux changements révolutionnaires au Moyen- Orient et en Afrique du Nord est bienvenue en tant reflet de la reconnaissance, par le système politique en Europe, de la nécessité d'examiner encore le contexte politique, économique et social et la coopération dans la région. Toutefois, les déclarations associées à cette conférence autour des priorités de l'UE, en ce qui concerne la Tunisie et les pays de la région, démontrent un manque de compréhension générale des véritables facteurs après la révolution populaire dans la région et des nécessités de la transition démocratique pendant la prochaine période.

Dans sa convocation à la réunion, Madame Ashton a souligné cinq priorités de la coopération étrangère de l'UE qui

pourraient être abordées en Tunisie : la réforme électorale, le soutien à la société civile, la construction d'un pouvoir judiciaire indépendant et d'une presse et des médias libres, et la lutte contre la corruption. Les déclarations de la fonctionnaire de l'UE par rapport aux préparatifs de la conférence font référence à la nécessité de constater que la Tunisie continue avec les négociations de libre commerce en cours, qui conclut un accord avec le FMI et qui commence à faire face à la brèche financière du bilan de paiements.

« La construction profonde de la démocratie », comme il a été indiqué par des fonctionnaires de l'UE, a besoin des processus nationaux sains et intégrateurs qui soient orientés à la construction d'un modèle social et économique qui donne priorité à la justice économique et les droits des citoyens face à tout caractère conditionnel provenant de l'étranger. Bien que Madame Ashton fasse référence, comme priorités qui sont bienvenues, à la réforme électorale, au soutien à la société civile, à la construction d'un pouvoir judiciaire indépendant et à la liberté de presse et des médias, ainsi qu'à la lutte contre la corruption, elle évite d'aborder les défis économiques et sociaux pendant la période de transition, dont quelques uns sont directement en rapport avec le type d'association que l'UE a développé avec des régimes autoritaires comme celui renversé en Tunisie.

Plus encore, Madame Ashton insiste en promouvoir les modèles actuels de libre commerce et les accords financiers du FMI, très critiqués à cause d'être orientés au court terme et trop centrés sur la gestion de la demande, tandis qu'elle n'accorde pas l'attention nécessaire aux frais sociaux et à la distribution de la recette. De plus, ces accords n'ont pas constitué aucun bénéfice pour les peuples de celle-là et d'autres régions du monde. Au contraire, ses droits à la justice sociale les ont été refusés.

En se centrant seulement sur les accords de financement prédominants et sur la balance de paiements, l'UE manque à viser l'essentiel encore une fois. En effet, en donnant de la prépondérance aux stratégies de croissance, l'UE néglige le fait que tout le modèle économique et social des pays en transition doit être révisé dans le but d'aborder les priorités des peuples et pas celles des institutions internationales et des investisseurs étrangers. Le processus de développement en Tunisie et dans d'autres pays en transition requiert un changement dans la totalité des processus de développement, et dans sa relation avec les fonctions de production et de redistribution, et non pas des simples variations dans les entrées et les sorties dans une stratégie de croissance qui est complètement éloigné des nécessités des peuples. Ceci doit partir d'un dialogue national et de la convergence des processus autour de priorités économiques et sociales, et l'UE devrait s'abstenir de les dénaturer à travers l'exigence de l'accomplissement de conditionnalités politiques.

Lisez la déclaration complète sur www.socialwatch.org/sites/default/files/LET_110222_Ashton_conference-2.pdf

« La France représente dans le monde le pays des Droits de l'homme »

Après des semaines de silence et de contradictions sur les mouvements démocratiques en marche dans les pays arabes et méditerranéens, Nicolas Sarkozy a enfin exprimé officiellement hier soir le soutien de la France aux luttes démocratiques des populations vers plus de liberté, de démocratie et de justice sociale. Malgré le retard de cette déclaration, Coordination SUD, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, note l'engagement de la France pour soutenir ces peuples, mais le déclare largement insuffisant au regard des enjeux.

Les luttes démocratiques actuelles qui soulèvent les populations peuvent être la promesse d'un avenir meilleur pour les peuples tunisien, égyptien, libyen, etc. Sans le soutien de la communauté internationale et des organisations de la société civile locales, la fragilité des contextes issus de ces révolutions présentent le risque d'être instrumentalisés au détriment de l'intérêt des peuples. La France représente dans le monde le pays des Droits de l'homme. Dans ce contexte, elle ne saurait faillir à son image et à sa responsabilité.

Coordination SUD demande à Nicolas Sarkozy, Président de la République et à Alain Juppé, nouveau ministre des Affaires étrangères et européennes, de :

- * se positionner fortement contre les politiques répressives en cours au Yémen, en Lybie et à Bahreïn, et d'accompagner ces condamnations par des actes forts;
- * soutenir les actions des organisations de la société civile des pays arabes et méditerranéens pour accompagner les populations vers l'établissement de régimes démocratiques libres, justes, garantissant le respect des droits humains;
- * être moteur au sein de la communauté internationale pour apporter un soutien fort au processus démocratique dans cette zone du monde;
- * ne pas oublier que les intérêts et les vies de populations entières sont en jeu quand les discours officiels tendent à se concentrer sur la gestion des flux migratoires. Les conflits armés avec des civils ne nous concernent-ils que quand les réfugiés et les déplacés sont aux portes de l'Europe ? Apporter soutien et accompagnement aux personnes déplacées comme réfugiées fait partie du processus de solidarité avec les mouvements démocratiques en cours.

Coordination SUD assure quant à elle son soutien et sa pleine solidarité aux populations, sociétés civiles du monde arabe et méditerranéen, ainsi qu'à ses homologues ONG dans les pays concernés, dans leurs luttes pour la démocratie et le respect des droits humains.

Source : Coordination SUD

[Une pizza du Caire](#)

Par Roberto Bissio*

Manifester dans les rues de Madison, la capitale de Wisconsin, n'est pas tellement dangereux comme faire face aux balles dans les places de Tripoli et de Manama, mais avec des températures en dessous de zéro et du brouillard givrant ce n'est pas non plus une promenade.

Le patron de Pizzeria Ian a eu l'idée d'offrir dans son site internet la possibilité d'acheter depuis n'importe quel pays du monde une pizza à livrer aux manifestants qui depuis plus d'une semaine entourent le Capitole de l'État en opposition aux politiques anti-syndicalistes du gouverneur Scott Walker.

Le tableau noir chez Ian a commencé à annoncer publiquement l'origine des pizzas solidaires : quarante des cinquante états l'Union, des dizaines d'autres pays. Mais les applaudissements ont explosé quand une pizza d'Egypte est arrivée.

Rien de plus éloigné d'eux que les majorités appauvries au bord du Nile qui gagnent moins de deux dollars par jour tandis que les employés publics de Wisconsin, gagnent en moyenne 58.000 dollars annuels. Sans droits les premiers et citoyens de la démocratie la plus puissante du monde, les deuxièmes. Et, toutefois, par l'intermédiaire de la même Internet qu'aide les deux groupes à s'organiser, s'exprime la sympathie des uns aux autres.

Et non seulement ceux qui s'approprient de la rue, comprennent le lien. Aussi la presse conservatrice des Etats-Unis, la même qui exprime que le président Barack Obama ne devrait pas avoir abandonné son loyal allié Hosni Mubarak, voit des similitudes subversives entre Madison et le Caire.

Le gouverneur Walker n'a pas trente ans dans le pouvoir, mais il vient juste d'arriver à lui, poussé par la vague de mécontentement avec le chômage et la crise commencé véritablement sous la présidence de George Bush (fils) mais qu'Obama n'a pas réussi à pallier avec promptitude.

Avec l'argument de pallier le déficit, Walker veut réduire entre dix et quinze pour cent le salaire des fonctionnaires publics, par la voie d'augmenter sa contribution à la sécurité sociale. Mais en même temps, il aggrave le déficit en réduisant les impôts des riches, déjà favorisés avec la réduction fédérale des charges fiscales aux familles qui gagnent plus d'un quart de million de dollars par an. Et au lieu de négocier avec les syndicats le partage des sacrifices, la législation que propose le gouverneur veut interdire la négociation collective des employés par l'état.

Avec un oeil mis à Wisconsin, des mesures antisyndicales semblables sont dans l'agenda à Ohio et à d'autres états.

Il existe, certainement, un débat sur les politiques économiques adéquates pour faire face à la crise. D'une part, les néo-keynesiens réclament davantage de frais étatiques pour compenser la rétraction des marchés et, par un autre, les néo-monétaristes veulent découper le budget pour obtenir équilibre fiscal. Quelques républicains extrémistes réclament même un retour au patron or pour empêcher que le gouvernement continue à imprimer des dollars, qui est le dernier outil de l'administration Obama pour stimuler l'économie sans l'appui du Congrès, maintenant en dominant par l'opposition.

Mais ce qui est vraiment en jeu à Wisconsin est le futur politique du pays. Les syndicats que le gouverneur Walker veut dissoudre - puisque sans négociation collective ils perdent leur raison d'être- non seulement sont la base organisatrice du Parti Démocrate, mais aussi son principal contribuable financier. Les républicains, de leur part, basent leurs finances sur les donations des entreprises. Peu avant les élections de novembre, une décision de la Court Suprême a aboli les limites aux contributions des affaires aux partis politiques et l'inondation de dollars dans les coffres républicains a précédé - entre d'autres causes- sa victoire aux urnes.

Si le gouverneur Walker gagne le bras de fer, l'exemple va s'étendre et les espoirs d'Obama d'une réélection en 2012 s'effumeront. Ainsi, après une semaine de mobilisations à Wisconsin le président a abandonné la ligne d'impartialité et conciliation qu'il s'était auto-imposé depuis la défaite électorale de novembre et est sortie à la palestra à dire que « les employés publics sont nos voisins, sont nos amis » et que ce qui est proposé à Wisconsin « est un assaut aux syndicats ».

Les députés démocrates du Congrès local, en minorité mais avec capacité de laisser au corps sans quorum, sont volontairement allés à l'exile à l'état voisin d'Illinois, pour éviter d'être menés à salle par la force, mesure permise dans beaucoup d'états. Rien de ceci explique, toutefois, l'indignation, la détermination et l'euphorie de dizaines de milliers de personnes dans les rues de Madison, pendant plus de une semaine, avec des centaines de personnes en campant dans le Congrès – il est impossibles de le faire dehors en hiver-, des gens en offrant logement dans ses maisons aux manifestants qui arrivent de dehors, des grèves spontanées et des grèves dans l'enseignement. « J'ai dit à mes élèves : il n'y a pas de cours aujourd'hui, mais vous allez apprendre une importante leçon de civisme », explique une enseignante dans son blog.

« Celle-ci n'est pas une guerre contre les syndicats. C'est une guerre de classes qui affecte chaque travailleur et chaque membre de la classe moyenne », dit Diane Russell, un député démocrate de Maine, qu'a résolu de traverser la moitié du pays avec trois amies pour porter la solidarité et du chocolat chaud aux manifestants.

La ressemblance de guerre n'est pas une citation marxiste, mais une allusion à la boutade déjà célèbre du multimillionnaire Warren Buffett en 2006 : « Il y a ici guerre de classes, oui, et nous sommes les riches que nous l'avons commencé et nous gagnons ».

Peut-être déjà pas trop.

Source : *Agenda Global*

Eviter le retour des émeutes de la faim

Par Arnaud Zacharie

En 2008, la flambée des prix agricoles avait provoqué des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays pauvres. Les gouvernements avaient alors affirmé leur volonté de corriger les erreurs du passé. Mais bien peu de choses ont finalement été concrétisées et la nouvelle envolée des prix agricoles laisse craindre une résurgence des crises alimentaires. Pourtant, les récoltes de 2009- 2010 ont été bien meilleures que celles de 2007-2008, notamment pour le riz en Asie et le maïs en Afrique. Mais plusieurs éléments entraînent une raréfaction des matières premières agricoles et une flambée des prix.

Pressions sur l'offre et la demande

Si, malgré les récoltes satisfaisantes, les prix agricoles ont tendance à s'envoler, c'est parce que le contexte international implique à la fois une pression sur l'offre alimentaire et une hausse de la demande, ce qui pèse sur les stocks disponibles et fait grimper les prix.

Du côté de l'offre, une série de phénomènes entraîne une raréfaction des matières premières alimentaires. Le sous-investissement dans l'agriculture familiale, constaté depuis plus de 20 ans, reste de mise malgré le signal d'alarme de la crise alimentaire de 2008. Les paysans ruraux du Sud continuent de représenter la majorité du milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, même si une partie sans cesse croissante s'est résignée à migrer vers les villes dans l'espoir d'y trouver un emploi dans le secteur informel [1]. Cet exode rural est à l'origine du développement des bidonvilles du Sud, où un milliard de personnes dépendent des importations alimentaires pour se nourrir. Or lorsque les prix s'envolent sur les marchés mondiaux, ces populations pauvres qui dépensent jusqu'à 90 % de leurs revenus pour se nourrir n'ont tout simplement pas les moyens de payer les aliments importés.

Par ailleurs, la hausse du prix des intrants agricoles, comme l'énergie et l'eau, pousse les prix de production vers le haut, tandis que l'augmentation des catastrophes environnementales, comme la canicule et les incendies en Russie ou les inondations en Australie et au Brésil, entraîne la destruction d'une partie des récoltes. Les pratiques polluantes de l'agriculture industrielle entraînent en outre une dégradation des sols qui pèse sur les rendements agricoles : près de 10 millions d'hectares cultivables disparaissent ainsi chaque année. Enfin, la concurrence des agrocarburants, qui monopolisent de plus en plus de terres agricoles, diminue la surface disponible pour les céréales destinées à l'alimentation : plus du tiers des cultures américaines de maïs sont ainsi destinées à la production de bioéthanol.

Parallèlement à cette raréfaction des matières premières agricoles, la demande de céréales augmente du fait que les populations des pays émergents du Sud consomment de plus en plus de viande, et donc indirectement de céréales, puisqu'une bonne part de la production de céréales a pour but de nourrir le bétail. Cette hausse de la demande mondiale s'ajoute ainsi aux pressions sur l'offre pour entraîner les prix agricoles vers le haut.

Le rôle amplificateur de la spéculation

Lorsque les indicateurs de production fondamentaux entraînent une pression sur les stocks disponibles, cela ne peut qu'aiguiser les appétits spéculatifs. Les rendements à court terme que permettent les hausses de prix importantes incitent en effet les fonds d'investissement à se ruier sur ces marchés pour empocher des plus-values. Or cela a pour effet d'amplifier le phénomène de hausse des prix et d'exacerber les crises alimentaires. Le marché des matières premières agricoles est ainsi de plus en plus financiarisé, attirant des fonds d'investissement qui n'ont aucunement l'intention d'acquérir physiquement des produits agricoles, ce qui explique que les transactions sur le marché des céréales représentent plus de 15 fois la valeur de la production totale de céréales.

Garantir la souveraineté alimentaire des populations implique dès lors de réguler les prix agricoles afin qu'ils soient à la fois suffisamment rémunérateurs pour les producteurs et accessibles pour les consommateurs. Cela nécessite notamment :

1. de soutenir l'agriculture familiale, en vue de faciliter l'accès aux intrants et de promouvoir des modes de production durables;
2. de réguler le commerce agricole international, en vue de stabiliser les prix agricoles régionaux par des stocks régulateurs et des tarifs extérieurs communs;
3. et enfin de réglementer le marché des matières premières agricoles, en vue d'enrayer la spéculation alimentaire.

[1] Ce terme recouvre l'ensemble des activités économiques qui se déroulent en marge des législations sociale, fiscale et pénale. Faite de « petits métiers » mais employant des millions de personnes dans les pays du Sud, cette économie échappe aux comptabilités nationales.

*Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD-11 11 11

Source : Imagine Magazine (www.imagine-magazine.com)

« 0,7%- ensemble contre la pauvreté »

Alliance Sud est soulagée de constater que la majorité du Conseil national a repoussé les demandes de réduction visant à porter l'aide à 0,45% seulement du revenu national brut. Celles-ci auraient concerné exclusivement l'aide bilatérale et presque seulement des projets d'eau potable salubre et d'installations sanitaires, fondamentales pour les populations et les pays les plus pauvres.

A l'origine de la décision d'aujourd'hui du Conseil national se trouve la pétition « 0,7% - ensemble contre la pauvreté », lancée par environ 70 organisations au printemps 2007. Elle demandait de porter l'aide au développement à 0,7% du revenu national brut d'ici 2015, comme la Suisse l'avait promis pour atteindre les Objectifs du millénaire de l'ONU. La pétition a été déposée au début de l'été 2008 avec plus de 200'000 signatures. La même année, le parlement a fait un pas en avant en se prononçant en faveur du principe de l'objectif du 0,5% jusqu'en 2015. S'en est suivi un long va et vient avec le Conseil fédéral qui, pendant un an et demi, a refusé de présenter les documents nécessaires pour une décision définitive.

Action devant le palais fédéral

Certes, l'augmentation décidée par le parlement se situe en deçà de l'objectif international de 0,7%, nécessaire à réduire de moitié la pauvreté dans le monde et à atteindre les Objectifs du millénaire. Néanmoins, les œuvres d'entraide ont soutenu ce compromis politique jusqu'au bout. Avant le début du débat d'aujourd'hui, des représentants des organisations membres d'Alliance Sud – Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER – ont distribué aux membres du Conseil des bouteilles en PET avec l'inscription « Oui au 0,5% - de l'eau potable salubre pour des millions d'être humains ». Ils ont ainsi attiré leur attention sur le fait que les demandes de réduction auraient menacé surtout les projets d'eau pour les pauvres.

Source : Alliance Sud

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

socwatch@socialwatch.org

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

sw-actualite-request@listas.item.org.uy

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11. Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.